



# PETITION

L'intersyndicale regroupant le SNETAA-FO, la CGT Educ'action, le SNUEP-FSU, le SNEP-FSU, le SNCL-FAEN, le SPIEN, le SIES, appelle l'ensemble des collègues des lycées professionnels, Segpa, Erea, SEP à se mobiliser contre les politiques mises en œuvre dans l'enseignement professionnel public.

Le gouvernement s'est enfermé dans une politique d'austérité. Pour masquer son manque d'investissement et de valorisation de l'enseignement professionnel, la ministre s'entête à vouloir développer l'apprentissage qui n'est pas la solution au chômage des jeunes. La possibilité d'une insertion durable dans l'emploi ne peut être que le fruit d'une autre politique économique.

La volonté du ministère de développer l'apprentissage dans les LP, LPO et SEP fait peser de graves menaces sur l'enseignement professionnel public. La mixité des parcours et des publics - qui sert notamment l'objectif de diminution des moyens alloués à l'enseignement professionnel - et la mise à disposition aux entreprises des plateaux techniques des lycées pro, dégradent non seulement les conditions de travail des PLP mais aussi les conditions d'études des lycéen-nes professionnel-les. Aujourd'hui, le ministère prétend que le statut des PLP serait un « frein » au développement de l'apprentissage. Pour nous, la remise en cause du statut est inacceptable et nous appelons tous les personnels de la voie pro à s'opposer à de telles modifications.

Dans le cadre de la préparation de la rentrée 2015, au moment où le ministère met en place un droit de retour en formation professionnelle initiale pour les jeunes décrocheurs, aucun moyen supplémentaire n'est alloué aux LP, SEP, EREA et SEGPA pour prendre en charge ces jeunes et pour améliorer les conditions de travail des PLP fortement dégradées ces dernières années. Pire, il est à craindre que pour financer certaines mesures mises en place à la rentrée 2015, les lycées professionnels et ses enseignant-es en seront écartés : éducation prioritaire, pondération... les moyens en seront ponctionnés sur l'enseignement professionnel public qui sert de variable d'ajustement.

Nous, personnels des lycées professionnels, Sep, Segpa, Erea, en signant cette pétition, demandons à la ministre de l'Education Nationale de changer sa politique à l'égard de nos établissements. Le gouvernement doit mesurer l'enjeu que représente l'Enseignement Professionnel Initial, Public et Laïque comme voie de réussite des jeunes, pour limiter les sorties sans qualification et pour former des travailleurs et des citoyens libres en conscience.

Nom	Prénom	Fonction	Etablissement	Académie	Signature

**A renvoyer à : SIES 6 Rue Maréchal Fayolle 13004 MARSEILLE**